

AFGHANISTAN Le cauchemar taliban s'étend

PAGES 6-9



Liberation

Volodymyr Zelensky et Joe Biden, mercredi à la Maison Blanche. PHOTO:KEVIN LAMARQUE REUTERS



**Zelensky
aux États-Unis**
Le symbole
d'une visite
surprise

PAGES 6-7

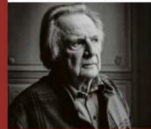


PASSOIRS THERMIQUES QUE D'ÉNERGIE PERDUE !

Autrefois réduite à un sujet technique, l'isolation des logements est devenue une priorité pour les ménages et les pouvoirs publics. Mais si les incitations à la rénovation se multiplient, elles manquent d'efficacité au regard de l'urgence climatique et sociale.

PAGES 2-4

**JEUDI
IDÉES ET
ESSAIS**



BERNARD CHABRY

**Régis
Debray.
«Vieux con»
et alors ?**

PAGES 20-21

N° 00135 - ISSN: F. 2,50 €



EDITORIAL

Par
ALEXANDRA
SCHWARTZBROD

Urgence

C'est l'un des principaux chantiers des années à venir, celui qui devrait permettre à la fois d'économiser de l'énergie, de faire baisser la facture des ménages et de lutter contre la crise climatique. Autant dire qu'il a toutes les croix dans les cases à l'heure où même Emmanuel Macron appelle les Français-ès à la «sobriété». La rénovation énergétique est un terme un peu barbare mais un processus très simple qui consiste à isoler maisons et appartements afin de

réduire la consommation d'énergie en évitant que la chaleur fuie vers l'extérieur. Cela fait des années que les écologistes mettent le doigt sur cet enjeu qui avait été érigé en priorité par le Grenelle de l'environnement dès... 2007. Beaucoup a été fait depuis par les pouvoirs publics, vu que l'on parlait presque de zéro, mais le résultat est loin d'être à la hauteur des espérances, et surtout des besoins. Si le dispositif mis en place par l'Etat a été simplifié, les travaux effectués restent souvent superficiels là où il faudrait rénover l'ensemble du bâtiment ou du logement. Conscient des lacunes du système, la gauche a réclamé, par des amendements au projet de loi de finances, un quintuplement du budget alloué aux aides à la réno-

vation via MaPrimeRénov, mais le gouvernement a retouqué l'idée, arguant que le principal frein n'est pas l'argent mais le manque de formation des spécialistes. Ce qui est peut-être vrai, mais prouve un manque d'anticipation flagrant des pouvoirs publics. Heureusement, comme le montre notre reportage, des associations tentent de pallier ces fragilités en allant à la rencontre des propriétaires modestes pour leur prodiguer des conseils et les aider à repérer les arnaqueurs qui profitent de l'absence de structuration du secteur. Mais cela ne suffira pas. Le bâtiment est le plus gros consommateur d'énergie. Il y a donc urgence à créer une filière dédiée. Et à dégager les moyens nécessaires. ◀

Rénovation énergétique Le gouvernement a ouvert la fenêtre

A l'heure du changement climatique et de la crise de l'énergie, la lutte contre les passoires thermiques est au centre des préoccupations. Mais là où l'exécutif se voyait en pointe sur le sujet, il s'est retrouvé plutôt à la traîne.

Par
LAURE ELOY et ÈVE SZEFTEL
Photo PASCAL AIMAR.
TENDANCE FLOUE

Sur les voies du périphérique, à l'entrée du tunnel du mont Blanc le 9 décembre, au tournant de Roland-Garros ou sur le Tour de France est-ce... Qui aurait imaginé la rénovation thermique au centre d'actions chocs de désobésistance civile? Sujet de niche, technique et aride, l'ensemble des travaux d'isolation destinés à réduire la consommation énergétique du secteur résidentiel (qui

contribue à la consommation de 44 % de l'énergie française) a mué en brillante revendication politique. Au point de voir un collectif d'actives en chabrousse orange. Dernière Rénovation, se coller les mains au bâtiment pour réclamer une politique publique de lutte contre les passoires thermiques. Lété marqué par des épisodes météorologiques extrêmes, effets du changement climatique, et la crise énergétique ont mis le chantier en haut de la pile... Interrogant, au passage, l'ambition de l'exécutif, prompt à parler «sobriété» mais accusé de traîner les pieds. «*Avrils, nous avons tâtonné et échoué*», reconnaît Emmanuel



L'association les Compagnons bâtisseurs accompagne des personnes dans leurs

Macron, en campagne le 17 mars, avant de passer : «*On a changé la logique, nous avons simplifié le modèle, nous avons réussi en 2021 à financer la rénovation de 650 000 logements*». Le Président-candidat affichait l'objectif de 700 000 rénovations par an, vantant un dispositif «*simple, incitatif, connu de nos compatriotes*». Plusieurs fois reportée, la transformation, en 2020, du crédit d'impôt transition énergétique (CITE) en aide financière, MaPrimeRénov, a de fait été saluée; mais juste et simple car versée en amont des travaux plutôt qu'un an après. Son lancement offrait au gouvernement, après le mouvement des gilets jaunes, l'occasion de promouvoir une transition écologique «*non punitive*» bonne pour le climat et le pouvoir d'achat. Du pain bénit après avoir trebuché sur la trajectoire de la taxe carbone.

IL FAUT «PERFORMER»

Mais deux ans plus tard, une salve de rapports a, cet automne, ébrillé cette politique. La Cour des comptes en tête : «*Le suivi de l'efficacité de la politique publique est limité alors même que les engagements financiers publics sont élevés*». Principaux points noirs : le manque d'accompagnement et un dispositif qui, faute d'audit, pousse à privilégier les «*monogestes*» (changer ses fenêtres ou sa chaudière) au détriment de rénovations globales – seules à même de faire baisser d'au moins 35 % la consommation énergétique.

France Stratégie regrette ainsi que «*l'obtention des aides (ne soit) pas conditionnée à une obligation de résultat en termes de gain de performance énergétique*». Quand la Défenseuse des droits évoque les «*difficultés dans l'accès au service*» avec de «*graves dysfonctionnements techniques récurrents*». Pointant les lacunes du système, la gauche (EE-IV et PS) a quant à elle réclamé, via des amendements au projet de loi de finances, une enveloppe à la hauteur. La députée EE-IV Eva Sas préconise de «*tendre vers un reste-à-charge nul pour les ménages très modestes et de 5 % pour les ménages modestes*». 12 milliards d'euros alloués à la rénovation ont été votés à l'Assemblée, au grand dam du gouvernement qui s'est pressé de faire sauter la rallonge en enclenchant le 49.3. Le budget de MaPrimeRénov a finalement été porté à 2,5 milliards d'euros en 2023 (contre 2 milliards en 2022). À en croire la majorité, le sujet de la rénovation énergétique ne se régalait pas (totallement) à coups de milliards. Commode ! Mais quels sont les freins à lever ? On a «*massifié*», maintenant il faut «*performer*», aime à dire Olivier Klein. Le ministre du Logement défend le bilan de MaPrimeRénov, rappelant que 1,5 million de ménages en ont bénéficié depuis 2020, dont 80 % parmi les plus modestes. De fait, le dispositif est entré dans les mœurs. «*Lenjeu n'est plus de sensibiliser mais de faire les travaux qui permettront des économies d'énergie vraiment importantes*», justifie le député Re-

Des artisans au secours des mal isolés

En Auvergne, l'association les Compagnons bâtisseurs assiste les propriétaires n'ayant pas les moyens de rénover, en les aidant à définir leurs besoins et à solliciter les aides publiques mal connues auxquelles ils ont droit.

Forcément, les démarches sont personnelles car très liées à l'intimité. Le chantier doit toujours pleinement participer au parcours d'accompagnement social», souligne Mael Berger.

La maison de Salima se situe dans le quartier de la Plaine, la plus vaste des anciennes cités ouvrières Michelin de l'agglomération clermontoise. L'association la visite pour la première fois. C'est un pavillon couleur crème et mitoyen, curieusement asymétrique à son veldre, composé de trois étages, de trois chambres, d'une terrasse en hauteur craquelée par le gel et de gouttières amochées. Il y a dix ans, cette agent d'entretien et son mari, tôlier, avaient acheté cette maison 183000 euros pour «réaliser le rêve d'un propriétaire et y vivre avec leurs quatre enfants. «On ne pouvait pas s'acheter un château, on avait conscience qu'on allait peut-être avoir quelques soucis à droite à gauche, elle vous installez des chaises, retirez-elle. Sauf qu'on n'a jamais eu l'argent, ni les bases techniques, pour se lancer dans des travaux. On a peut-être laissé les choses se dégrader. Parfois, je dors avec deux paires de chaussettes et les enfants s'emmitouflent jusqu'à la tête. Quand Macron a demandé de baisser à 19 degrés, j'ai compris que certains vivaient dans une bulle tropicale, on fait. Au jourd'hui, avec les températures dehors, on commence à avoir super froid dehors.» Et Thiver auvergnat s'est à peine installé.

PLATEFORME NUMÉRIQUE «DYSFUNCTIONNELLE»

Salima fait partie de ces 12 millions de Français qui souffrent de précarité énergétique. Elle a connu les Compagnons bâtisseurs par la bouche à oreille. Elle s'est décidée à les appeler quand son fournisseur d'électricité lui a annoncé, au début du mois, un alourdissement de sa facture, passant de 137 euros à 179 euros par mois. En attendant la visite de l'association, elle a investi dans un chauffage d'appoint au budget premier prix pour le rez-de-chaussée. Sans savoir que l'affaire n'était pas forcément avantageuse d'un point de vue financier et potentiellement bâtie sur la promesse de ventilation. «L'air est vicie et stagnant, ce n'est vraiment pas bon pour votre santé», lui explique Fabien Soubyre. «Oui, j'en ai parlé avec mon mari, mais on ne peut pas non plus accumuler les dépenses comme ça. Crédit sur crédit, vous comprenez, on s'en sort plus», souffle-t-elle. Le couple vit avec 2900 euros par mois. Assurance comprise, ils remboursent environ 1075 euros mensuels pour la maison. Leurs deux enfants jeunes enfants sont en col. Leur charge de rancard a besoin d'être encore financièrement épaulé. Saule l'aînée, en alternance à Lyon, est indépendante.

«La bonne nouvelle, c'est que tout n'est pas à refaire, rassure. Sulte page 4

«**C**es fenêtres, elles sont d'origine, composées de deux vitres dans le salon de Salima (1). 48 ans. «Non, répond-elle. Quand on a acheté la maison, elles étaient fissurées. Avec mon mari, on en a racheté sur le Bon Coin. Ce n'est pas terrible, je sais. On sent l'air froid quand on s'approche.» Direction la cuisine. Carrelage au sol et meubles gris mat. «Vous voyez, la porte au fond donne directement sur votre garage et cette porte n'est pas du tout isolée. Et regardez la fenêtre, on voit la hanche du jour au niveau des joints.» Salima fait la moue, les mains sur les hanches. Elle le sait. La salle de bains, maintenant. Aucun d'extracteur d'air n'a été posé. «Dès que l'air est humide, la sensation de froid est beaucoup plus forte. Ça n'aide pas à vous sentir bien dans votre logement.» Salima écoute. Il faut aussi vérifier les combles perdus. En 2020, une entreprise l'avait contactée en lui proposant de refaire l'isolation de sa charpente pour 1 euro, fameux dispositif «coup de pouce» du gouvernement (2). Des artisans de la dite boîte étaient donc venus. «Je crois bien qu'ils vous ont arnaqué. Aucune ouate de cellulose n'a été posée. Ils n'ont rien fait. Il vous reste seulement les 10 centimètres d'une très ancienne isolation.» Salima soupire. «On est désolé de pointer tous les défauts de votre domicile, de vous titiller, mais on veut vous aider. On va trouver des solutions ensemble, on est là maintenant.»

Ce dernier matin de novembre, à Clermont-Ferrand, Salima, long cheveux et affabilité contagieuse, fait le tour de l'habitat avec Fabien Soubyre et Mael Berger. Les deux hommes sont salariés des Compagnons bâtisseurs, association spécialisée dans la lutte contre la précarité énergétique et dans la rénovation auprès d'habitants propriétaires à faible revenu. Ils travaillent pour l'antenne régionale auvergnate, dont Mael Berger est le directeur. La mission de ces professionnels engagés du bâtiment : mener des chantiers «d'auto-réhabilitation accompagnée» en faveur de ménages pauvres, en leur fournissant des bras, des diagnostics, des conseils bricolage et des informations sur les aides financières, les bons services publics à contacter, les bons interlocuteurs à relancer. «Ils se impliquent de «faire avec», pour que les personnes suivies ne soient pas spectatrices, mais qu'elles décident elles-mêmes des transformations dans leur logement, qu'elles se les approprient.



démarches de rénovation énergétique. A Clermont-Ferrand, le 30 novembre.

naissance Antoine Armand. Selon le baromètre annuel Prociwis-Harris Interactive réalisé en partenariat avec la Fondation Jean-Jaures, «le sujet monte en puissance politiquement, médiatiquement et chez les principaux concernés». Quatre Français sur dix affirment avoir réalisé des travaux pour améliorer leur confort thermique ces deux dernières années et près d'un tiers pense en faire à l'avenir. «Les aides publiques à la rénovation semblent jouer leur rôle incitatif, 66% des propriétaires qui ont entrepris des travaux disant avoir été incités par la subvention, selon ce sondage.

«LA MARCHÉ EST ÉNORME»

Pourtant, le premier obstacle cité est le coût des travaux : au moins 50000 euros pour une rénovation lourde. Est-ce à dire que le gouvernement manque d'ambition? «Les moyens ne sont pas à la hauteur, mais ils ne peuvent pas l'être car la marche est énorme», estime Guillaume Macher, directeur général du réseau coopératif immobilier Prociwis : «S'il n'y a pas d'argent privé pour financer la rénovation énergétique, on n'y arrivera pas.» C'est pourquoi le ministre du Logement a convoqué début janvier les représentants des banques pour les inciter à ouvrir grand les vannes du crédit, et surtout à développer l'éco-prêt à taux zéro, accessible sans condition de ressources, dans la limite de 50000 euros. Autre sujet, cite Guillaume Macher, «le temps très long de la prise de décision pour les rénovations globales en copro-

priété», où le vote a lieu à la majorité qualifiée. D'où la volonté du ministre de changer la règle pour passer à un vote à la majorité simple. Mais le principal frein reste l'absence d'une filière structurée du bâtiment. «Lorsqu'un ménage veut effectuer une rénovation, sa première question est de savoir quels artisans pourront intervenir [pour être éligibles, les travaux doivent être réalisés par des artisans labellisés RGE pour Reconu garant de l'environnement, ndlr]. Aidez-vous plutôt à construire des filières de formation professionnelle», avait lancé la ministre de la Transition énergétique, Agnès Pannier-Runacher, aux députés de l'opposition. «On ne pourra pas piloter cette filière uniquement avec le marché, ça ne marche pas, il y a trop de fraudes et la filière a du mal à répondre», prévient Nicolas Goldberg, responsable des questions d'énergie au sein du think tank Terra Nova. Il se demande si le gouvernement ne s'est pas «retourné près au piège de sa propre ambition». Car pour atteindre la neutralité carbone en 2050, le scénario central de RTE vise une demande énergétique plafonnée à 645 TWh. «Il faudrait passer tout le parc immobilier en A1» pointe cet expert (1). Selon lui, le gouvernement devrait lancer un grand plan de formation, histoire de prendre à bras le corps un sujet déjà identifié comme prioritaire par le Grenelle de l'environnement en 2007. Il y a quinze ans. ➤

(1) Le diagnostic de performance énergétique (DPE) classe les logements de A à G.

Suite de la page 3 Mael Berger. Le gain de performance énergétique immédiat, c'est le remplacement rapide des menuiseries. Ensuite, il faut s'occuper de la ventilation mécanique contrôlée et de l'isolation de la toiture. Avec quel argent ? Au regard de leurs ressources, Salima et sa famille pourraient bénéficier du dispositif «Ma Prime Rénov», une aide publique créée en 2020 pour des travaux d'économie d'énergie, destinée en priorité aux propriétaires les plus fragiles, selon un barème précis de seuils de revenus. Pilotée par l'Agence nationale de l'habitat pour le compte de l'Etat (qui a prévu de sanctuariser un budget de 2,5 milliards d'euros en 2023), sa gestion est décriée jusqu'à la Défense des droits, puis que toutes les demandes passent par le biais d'une plateforme numérique «dysfonctionnelle», où chaque étape en ligne peut relever du parcours du combattant. «Pour que vous ayez toutes les informations à disposition, sachez que vous feriez partie de la catégorie "ménage modeste" d'après leur échelle. Cela signifie que la proportion du coût pris en charge par les aides pourrait monter jusqu'à 75%», indique Fabien Soubeury.

Seconde option: le programme «Ma PrimeRénovSérénité», proposé par les collectivités locales. Il permet de financer un «boutquet de travaux» de rénovation énergétique à condition que le projet engendre un gain énergétique d'au moins 35%. «Dans ce cas, l'aide financière sur la facture peut monter jusqu'à 45%», éclaire Mael Berger. C'est l'argent qui manque dans lequel, en tout quinquasation, on peut directement intervenir pour faire certains travaux en auto-réhabilitation avec vous. On vous laisse réfléchir. Commencez à lancer les devis pour vous faire une idée de la somme totale du chantier, à ce que rappelle la feuille récapitulative rédigée par les deux hommes au fil de la matinée. «Vous avez bien noté nos détails sur les différents dispositifs ? Pourquoi on nous en parle jamais de ces aides ?» Sa tête est farcie de données, de sigles et de chiffres jusqu'à alors inconnus, mais elle sourit. «Héurausment que vous êtes là. J'ai retrouvé de l'espoir.»

«JE N'AI PLUS DE SOUS, JE SUIS BLOUÉ»

En 2021, les Compagnons bitumiers d'Auvergne, petite équipe soudée de 9 salariés et 3 volontaires, ont réalisé 46 chantiers et livré 388 fiammes. A bord de son Mobil'Dôme, une imposante remorque modulaire sur pilotis, Josepha Millamand s'occupe, elle, d'arpenter le département du Puy-de-Dôme pour aller à la rencontre des habitants des territoires montagneux, ruraux et isolés. Histoire de sensibiliser au mieux à l'amélioration de l'habitat et à la maîtrise des énergies. «Dans le contexte d'inflation actuel, avec les prix qui flambent, on sent les gens



Arnaud reçoit l'association dans sa longère à Saint-Jean-des-Ollières, le 30 novembre. PHOTO PASCAL ALMAR. TENDANCE FLOUË

vraiment assoiffés et perdus, un peu dépassés, souligne-t-elle. Le gouvernement saupoudre avec des chèques énergies, sans véritable investissement ambitieux et structurant. Il faut vraiment que la politique de rénovation thermique devienne centrale. Les pouvoirs publics doivent mettre le paquet pour que les aides soient connues de tous et toutes, mobilisables très rapidement et distribuées de manière juste. On n'y est pas du tout.»

Le Mobil'Dôme n'est jamais passé à Saint-Jean-des-Ollières, village de 400 habitants dominé par le pic de la Garde, mais Fabien Soubeury et Mael Berger y vont fréquemment. Ce dernier après-midi de novembre, après la visite chez Salima, ils y rencontrent Béatrice et Arnaud, dans leur longère. A l'intérieur, le revêtement n'est encore que de la terre humide, les brouettes sont adossées aux murs en pierre, les sacs de gravats envahissent les couloirs, les tuyaux et les fils sont visibles. Immense ouvrage en cours. «Le plombier, il doit passer quand ?» interroge Fabien Soubeury. «En janvier, dit Arnaud. Et n'ai plus de sous, je suis bloqué, je voudrais que la plomberie soit faite avant 2023, pour commencer l'isolation, mais que veux-tu...» Les Compagnons à Arnaud depuis plusieurs mois. Le couple, 41 et 35 ans, parents d'un garçon de 8 ans, a acheté cette ancienne ferme 120000 euros en mai 2021. Un bâtiment énergétique, classé G par le diagnostic de performance énergétique (DPE). Une véritable passoire thermique, comme 5,2 millions de résidences principales en France,

d'après les données 2022 de l'Observatoire national de la rénovation énergétique. «L'idée c'était de vivre à l'intérieur et de faire les travaux pièce après pièce, le plus possible nous-mêmes, parce qu'on est plutôt débrouillards, et qu'il fallait qu'on s'adapte à nos rentrées d'argent. Mais ça s'est compliqué», dit avec pudeur Béatrice, cheveux châtain noués et yeux gris comme le ciel.

«TOUT PREND UN TEMPS D'INGÈRE»

L'hiver 2021 a modifié tout leur plan. «On a commencé à se chauffer au poêle à pétrole parce qu'on n'avait pas le choix, avec le bidon de pétrole de 20 litres à 15 euros. Sauf que le prix a vite augmenté, genre jusqu'à 25 euros les 20 litres, et nous un bidon, ça nous faisait deux jours, avec cette isolation atroce, pourais la néopropriétaire. On a pris peur, on se rendait compte que toutes nos finances allaient flamber là-dedans.» La famille vit avec 2300 euros mensuels. Béatrice est surveillante de nuit dans un foyer d'hébergement pour travailleurs handicapés. Arnaud, préparateur de commandes. Ils prennent alors une décision radicale: retaper un mobile home des années 80, le planter dans leur jardin, et vivre à trois dedans. 25 m² habitables, chauffés certes, mais sans eau courante. Pour la toilette, la vaisselle, la cuisine. Il faut se rendre jusque dans la seule salle de bains utilisable de la bâtisse. Cette situation «temporaire» dure désormais depuis un an.

Entre-temps, les Compagnons sont bien venus à la rescousse, secondant

par l'organisation des travaux et le choix des matériaux, agissant pour les demandes d'aides financières. Les procédures de «Ma Prime Rénov» et «Habiter Mieux sérénité» ont d'ailleurs été lancées. Mais pour l'heure, seuls 4800 euros ont été versés à Béatrice et Arnaud, sur une enveloppe promise de 32000 euros. «Il y a des bugs et blocages, on ne comprend même pas trop pourquoi, tout est difficile, tout prend un temps dingue», émoigne Arnaud, surêtement Addidas et gros pull en laine. Son visage est pêtri par l'éreintement. En ce moment, il bosse en horaires décalés pour être sur son chantier la journée. Il veut avancer, toujours avancer, quitte à se lancer en solitaire dans des missions trop techniques qui devaient être réalisées par des artisans. Quitte à se mettre en danger, ou se fracturer

des côtes, comme l'été dernier. «La précarité énergétique, ça ne se résout pas simplement à l'incapacité de maintenir une température acceptable dans son logement, glisse Mael Berger. C'est aussi un ensemble de conséquences sur la vie de famille, la vie sociale, la santé physique et mentale. C'est un tout.»

ANAS MORAN
Envoyé spéciale
dans le Puy-de-Dôme

- (1) Prénom modifié.
- (2) «L'isolation des combles ou des planchers par 1 euro étau est une offre proposée par des artisans signataires d'une charte avec le ministère chargé de l'écologie. L'ambition était d'accroître la rénovation énergétique. Mais de très nombreux échangeurs abîmés et arnaques dénoncées ont été répertoriés, et le dispositif a été arrêté en juillet 2021.

VERS LA FIN DES PASSOIRS THERMIQUES À LA LOCATION ?

A partir du 1^{er} janvier, il sera interdit de louer un logement trop énergivore. Les biens concernés sont ceux dont le Diagnostic de performance énergétique (DPE) est classé «G» (le plus bas niveau) et dont la consommation dépasse 450 kWh par m² habitable. Soit 90 000 passoires thermiques sur les 5,2 millions en France. Les propriétaires ne pourront plus signer de nouveaux baux de location tant que la consommation énergétique de leur logement n'aura pas été améliorée. Cette interdiction ne concerne pas les contrats en cours, mais s'appliquera dès le renouvellement du bail ou en cas de changement de locataire. Les propriétaires devront donc mettre aux normes énergétiques leur logement sous peine d'être mis en demeure par le locataire. Si le propriétaire refuse, il pourra être contraint à réaliser des travaux. Si le locataire est présent depuis le 25 août 2022 et que le DPE du bien est classé F ou G, le loyer ne pourra être augmenté durant la durée du bail. Tous les logements classés G seront interdits à compter de 2025, les F en 2028 et E en 2034. **ANTOINE GALLENNE**